

79^e

congrès du Parti socialiste

Congrès de **Villeurbanne**

B.

TEXTE D'ORIENTATION B

DÉPOSÉ PAR **OLIVIER FAURE**

**De la renaissance à
l'alternance :**

pour un printemps de la
gauche et de l'écologie.



De la renaissance à l'alternance.

TEXTE ADDENDUM DÉPOSÉ LE 6 JUILLET 2021

INTRODUCTION AU TEXTE D'ORIENTATION

De la renaissance à l'alternance en 2022 : les socialistes force motrice au cœur de la gauche

Au lendemain des élections régionales et départementales tout devient de nouveau possible. À l'issue du cycle électoral local engagé avec les municipales, les socialistes sont de retour comme la force motrice au cœur de la gauche. On nous promettait le duel Macron / Le Pen, mais désormais les deux places au second tour de l'élection présidentielle sont à prendre, le clivage gauche / droite est bien là.

Rien n'est cependant acquis, la popularité du président de la République reste élevée, comme les intentions de vote pour le RN. Et surtout l'abstention massive montre à quel point les Françaises et les Français ont perdu confiance dans leurs institutions et dans les différentes offres politiques dont la nôtre. La crise démocratique, les colères sociales, le mouvement des gilets jaunes n'ont toujours pas trouvé de réponse.

Le gouvernement n'a pas renoncé à son projet libéral. À écouter le chef de l'État à l'aube de la crise sanitaire, il était possible de croire que la crise de la Covid lui avait ouvert les yeux, qu'enfin seraient réhabilités les services publics et l'impératif de solidarité. Il n'en a rien été. Santé, école, police attendent toujours la concrétisation des annonces faites. La réforme désastreuse de l'assurance chômage n'est pas abandonnée et celle des retraites refait surface avec une grande brutalité. Quand tous reconnaissent à quel point les jeunes ont été victimes de la crise, le pouvoir refuse toute mesure ambitieuse. Le Conseil d'État condamne le gouvernement pour son inaction face au changement climatique sans déclencher aucune réaction de sa part. Notre pays souffre d'un manque d'écoute et de dialogue qui pousse à la confrontation et à la révolte. Avec la Covid, tout devait changer, rien n'a changé, il n'y a pas de monde d'après pour Emmanuel Macron.

Notre responsabilité collective est immense. Notre congrès doit être à la fois celui de **l'affirmation des socialistes et de l'appel au rassemblement** de toute la gauche écologiste, politique, sociale et citoyenne pour rendre possible l'espoir et l'alternance.

Autour de notre premier secrétaire Olivier Faure, notre congrès doit être celui du rassemblement des socialistes, autour d'un projet et d'une candidature présidentielle. **Ce n'est pas au moment où nous retrouvons du crédit auprès de nos concitoyens, où nous sommes de nouveau au premier plan, où l'espoir peut renaître, que nous devons nous diviser dans de faux débats construits de toute pièce.**

Nous sommes à gauche la force motrice pour construire l'alternance. C'est l'une des leçons des élections locales. Il existe des forces émergentes dont la progression doit être saluée. Mais il demeure une force centrale, c'est le Parti socialiste. C'est ce que les Français ont exprimé le 27 juin. Cela nous impose sérieux dans le travail, mais aussi cohésion et unité. **Sans volonté hégémonique, mais conscients de notre responsabilité particulière, il nous revient de dire au pays ce que nous proposons.**

Il nous revient d'adopter un projet qui porte nos valeurs et les combats qui nous identifient et nous rendent utiles au pays, et de soutenir une candidature issue de notre famille politique pour l'incarner et le porter avec détermination et crédibilité. Les militants auront à se prononcer ; nous proposons aujourd'hui que ce soit celle d'Anne Hidalgo avec l'ambition qu'elle devienne la candidature de la gauche et de l'écologie.

Porter haut l'identité et le projet des socialistes.

Notre engagement de socialistes, notre fierté collective, notre volonté de relever le défi de 2022, trouvent leur source dans notre conviction que nos idées sont celles qui permettent d'améliorer la vie des gens, de réparer la société, de réussir l'avenir pour toutes et tous.

Notre combat pour la justice sociale, l'émancipation de chacun par le travail, l'école et la culture, le droit de toutes et tous à une vie belle, est plus que jamais d'actualité. L'écologie n'est pas un projet alternatif au projet socialiste, mais nous savons désormais que produire des richesses en détruisant la planète est une impasse, que cela se retourne contre les plus faibles. Créer des richesses et des emplois de qualité reste pour autant indispensable pour répondre aux besoins sociaux et permettre à chacun de prendre place dans la société. **Pour les socialistes, justice sociale et écologie populaire marchent main dans la main. Notre mission est de mettre l'écologie au cœur du nouveau projet socialiste.**

Nous sommes les défenseurs d'une République fraternelle, qui tient sa promesse d'égalité, qui est aux côtés de tous les territoires, de chacune et chacun dans sa singularité, une République féministe et qui lutte contre toutes les discriminations. **Nous sommes les ardents défenseurs de cette magnifique invention républicaine qu'est et demeure la laïcité**, ce principe qui seul permet d'unir une société métissée, multiculturelle et multiconfessionnelle. Nous voulons une République du commun, fondée sur la laïcité, la solidarité et l'entraide, mais aussi sur la responsabilité de chacune et chacun vis-à-vis des autres et de la communauté nationale.

Nous sommes les militants d'un combat universel pour les droits humains, d'une fraternité planétaire, profondément conscients que notre avenir se joue chaque jour en tous les points du monde. Forts de cette conviction, nous agissons dans nos territoires, au sein de notre nation, dans l'union avec les nations européennes, et à l'échelle de la planète.

Pour mener ces combats, nous croyons aux réponses collectives, au rôle de la puissance publique, à l'importance des mobilisations citoyennes, des forces sociales, associatives et syndicales. À nos yeux, rien n'est possible sans une démocratie continue, ouverte et partagée. Nous ne nous résignons pas à la montée de l'individualisme, à la fragmentation de nos sociétés, nous croyons au retour du commun, au retour à un projet collectif fondé sur le dialogue, la coopération, la solidarité, le recul des inégalités qui minent nos sociétés. Oui, le jeune précaire, l'ouvrier de l'industrie, l'agriculteur en difficulté, le fonctionnaire déconsidéré peuvent se retrouver autour d'un projet de progrès partagé.

Oui nous sommes fiers d'être socialistes et nous savons que nos idées et nos combats irriguent au-delà de notre parti. Aujourd'hui, nous poursuivons le dialogue et nous tendons la main, car nous sommes portés par une seule ambition, unir ce qui est aujourd'hui épars, pour de nouveau changer la vie, de nouveau faire lever l'espérance.

Rassembler les socialistes pour rassembler la gauche, s'ouvrir aux nouvelles forces citoyennes, telle est depuis toujours la stratégie gagnante des socialistes

Au moment du congrès d'Aubervilliers, quand Olivier Faure et la nouvelle équipe de direction ont pris la responsabilité du Parti socialiste, **notre socle électoral était à 6 %, notre existence même était en jeu et nous étions isolés au sein de la gauche. Aujourd'hui, nous mobilisons lors des élections régionales plus de 16 % des voix**, la gauche dirige en métropole 5 régions et 26 départements, dont tous les président·e·s sont socialistes ou partenaires proches. Elle a aussi remporté de beaux succès dans les outre-mer en remportant deux collectivités et une région. Après les victoires des élections municipales, ces nouveaux scrutins locaux viennent apporter une reconnaissance du travail de nos élu·e·s dont nous sommes fiers. **Oui, nous sommes de nouveau respectés à gauche et nous sommes la force motrice autour de laquelle peuvent se construire l'alternance et le rassemblement de la gauche et de l'écologie.**

On nous dit que le rassemblement serait l'effacement. C'est pourtant le rassemblement, avec le PCF, les nouvelles formations de gauche comme Place publique et Nouvelle Donne, avec les élus DVG, les réseaux citoyens, les acteurs de la société civile, qui nous permet de gagner. **Nos maires, nos président·e·s de régions et de départements ont toutes et tous fait ce choix du rassemblement et de l'ouverture.**

On nous dit que les écologistes sont différents de nous et que toute alliance serait impossible voire même mortelle. En 1972, quand François Mitterrand a réalisé l'union de la gauche, de vieux barons de la SFIO l'on dénoncée dans les mêmes termes, ils ont été balayés par l'histoire et ont fini à l'UDF de Giscard. À l'époque, le Parti communiste était plus fort que le PS et les différences politiques très importantes. Aujourd'hui, nous sortons des municipales, des départementales et des régionales plus forts que les écologistes, et nos différences sont réelles, mais nos désaccords moins profonds que ceux de l'époque. François Mitterrand avait confiance dans la force des socialistes, de leurs idées, de leurs énergies militantes, retrouvons nous aussi cette confiance et cette fierté qui permettent de prendre des risques, d'aller de l'avant, de s'ouvrir à d'autres, de fixer le cap, de donner le la.

La faiblesse de la gauche vient de sa fragmentation, la faiblesse des socialistes vient de leur division. La grande majorité des nouveaux réseaux et partis à gauche est issue de l'arbre socialiste. Certains nous ont quittés pour fonder de nouvelles organisations, d'autres qui partagent nos valeurs et nos combats sont restés loin de nous car rebutés par nos travers et nos erreurs. Certains pensent qu'il suffit de déployer le drapeau pour que tous reviennent à la maison, cette illusion mènerait à l'échec. **Nous devons construire par étape un rassemblement pour être au rendez-vous de 2022.** Il reviendra dans les prochains mois à chacun de prendre ses responsabilités pour donner naissance à une nouvelle dynamique à gauche. Rassemblement dans la société, rassemblement dans les territoires, rassemblement des réseaux et des partis de la gauche réformiste, socialiste, et écologiste qui le souhaitent, tout sera utile pour donner de la force à cette alternative.

Nous proposons de bâtir une coalition pour gouverner le pays, autour d'une candidature commune et d'un contrat de coalition. La gauche réformiste qui fait le choix de la responsabilité et de l'action est riche d'une grande diversité : socialistes, écologistes, communistes, mais aussi nouvelles formations politiques et réseaux citoyens ancrés dans les territoires et dans le mouvement social et intellectuel. Pour chacun, revendiquer sa différence, sa spécificité, n'a jamais empêché de converger

autour d'un programme de gouvernement ; nous le faisons tous les jours dans les collectivités, nous voulons porter cette culture du contrat et de la coalition au niveau national. Nous ne commettrons par l'erreur d'Emmanuel Macron de tout miser sur la présidentielle pour être ensuite incapables de transformer le pays. Nous avons besoin pour réussir d'un socle politique large, mais aussi de fédérer les forces sociales et citoyennes du pays. Tout ce qui concourt dès maintenant à mieux se comprendre, à converger, à rapprocher les points de vue est utile, mais **c'est bien autour de la candidature forte et crédible que nous proposons que ce contrat de coalition pourra être finalisé.**

Fiers de l'action de nos militants et de nos élus, un congrès pour transformer l'essai après les victoires municipales, départementales et régionales

Le congrès d'Aubervilliers a permis d'engager la renaissance du Parti socialiste. Trois ans plus tard, beaucoup reste encore à faire. À l'occasion du congrès de Villeurbanne, **il nous revient d'être au RDV de 2022 et d'ouvrir ouvrir une nouvelle page de l'histoire centenaire des socialistes, préparer et réussir un nouvel Épinay, construire une nouvelle maison commune pour les décennies à venir.**

Une évidence s'impose, le PS n'a pas été remplacé, il est bien là, fort de ses militantes et militants qui n'ont jamais lâché prise, fort de sa vie collective et du travail de sa direction, fort de ses groupes parlementaires qui ont réalisé depuis trois ans un énorme travail d'opposition et de proposition, fort de son ancrage territorial dans toutes nos régions, dans les grandes villes comme dans les petites et le monde rural, dans l'hexagone dans les outre-mer et à l'étranger.

Les 18 derniers mois ont été difficiles. L'épidémie de la Covid a cruellement frappé notre société. La vie du pays a été plusieurs fois « suspendue » ou « entravée », notre vie collective a été limitée, nombre d'entre nous ont souffert de cet isolement et de la rareté des moments partagés entre camarades. Il a été plus difficile de se voir, d'échanger, de débattre et de trouver des solutions à nos problèmes, le congrès a dû être repoussé plusieurs fois, les militants n'ont pas pu voter pour les désignations. Nous en avons pleinement conscience et **la période qui s'ouvre doit être celle du renouveau de notre vie collective, du retour de notre fraternité.**

Nos succès lors des élections locales de 2020 et 2021 sont d'autant plus remarquables dans cette période si difficile pour toutes et tous. Nous devons en être fiers comme nous devons être fiers du travail réalisé ces derniers mois autour de notre projet. Travail, santé, école, écologie, démocratie, République, dans tous ces domaines des propositions ont été élaborées, souvent nouvelles et originales, des « live du projet » ont été organisés, nous avons noué le dialogue avec de très nombreux acteurs de la société. **Le calendrier du congrès sera aussi l'occasion d'adopter en septembre le projet des socialistes.** Les six cahiers des « RDV du projet » seront un point de départ pour recueillir les réactions et propositions des militant·e·s, les réunions de section et les congrès fédéraux permettront d'amender le projet finalisé en août et qui sera encore amélioré au moment du congrès national.

Un chemin d'espérance pour les socialistes, pour la gauche et l'écologie, pour notre pays

La renaissance amorcée depuis 3 ans était une première étape, nous vous proposons aujourd'hui d'affirmer l'identité et l'offre politique des socialistes pour être au rendez-vous de 2022. Réussir un congrès de rassemblement, adopter notre nouveau projet, sont deux étapes essentielles pour, après les élections municipales, départementales et régionales, montrer la force et l'unité des socialistes, montrer que nous sommes le point de repère, le pôle de stabilité, auquel le peuple de gauche peut se référer.

Unité dans le Parti, élaboration collective du projet des socialistes, rassemblement autour d'une candidature issue de nos rangs, contrat de coalition pour gouverner et transformer le pays, voici le chemin que nous proposons autour d'Olivier Faure. C'est un chemin pour les socialistes, un chemin pour la gauche et l'écologie, un chemin pour le pays, pour réveiller l'espérance et rendre possible l'alternance.

Pour plus d'informations et signer notre texte d'orientation, rendez-vous sur <https://renaissance-alternance.fr> / contact@renaissance-alternance.fr

B.

Texte d'orientation B.

DÉPOSÉ LORS DU **CONSEIL NATIONAL DU 24 OCTOBRE 2020**

I. Répondre aux défis d'un monde en crise et d'une période d'incertitude et d'insécurité généralisées

Des sociétés sous le choc, des citoyens fragilisés et désorientés

Nous subissons aujourd'hui au moins cinq chocs simultanés : la crise financière de 2008 et ses répliques, les crises climatiques à répétition, le terrorisme et la montée des fondamentalismes, les coups portés par la révolution numérique et le capitalisme des plateformes et la crise sanitaire actuelle qui achève de déstabiliser nos vies.

Ces chocs témoignent d'un effondrement global des capacités de régulation et de sécurisation de nos sociétés qui laisse les citoyens et citoyennes fragilisés-e-s et désorientés-e-s, et installe un climat de peur et d'incertitude généralisées. Ils ne frappent pas seulement les esprits par leurs conséquences directes, mais aussi par le travail de sape sur nos sociétés : fragilisation des protections (du travail, des libertés, de l'intimité), recul de la raison, du libre débat et du vivre-ensemble, paupérisation des États et de l'action publique, fragilisation encore de tous les cadres collectifs de régulation et de coopération.

Les conséquences de ces crises sur les femmes et les hommes sont terribles : montée des violences et des conflits, des migrations contraintes, notamment climatiques ; montée du chômage, de la pauvreté et de la précarité, explosion des injustices et des inégalités, y compris dans les pays développés ; recul de la santé, et parfois de l'espérance de vie, sous la pression des violences mais aussi des pollutions et des maladies chroniques ; repli sur la sphère personnelle et familiale sous la pression de la peur. Tout cela alimente un sentiment d'abandon et de perte de contrôle, nourrit un processus délétère de fragmentation politique, sociale et territoriale. La crise de la Covid-19 a amplifié ces processus en déclenchant une récession mondiale majeure et en accentuant la guerre économique et la confrontation des espaces géopolitiques.

La France et l'Europe face aux crises

L'Europe n'échappe en rien à ces bouleversements, elle nous protège partiellement et en limite l'impact. Nous mesurons aujourd'hui le caractère crucial de cet espace de solidarité et de coopération, et l'importance de l'euro, pour affronter ces crises globales. L'Europe est néanmoins affaiblie et minée par les populismes et les égoïsmes nationaux. Pour autant, elle tient bon et a su reprendre l'initiative face à la Covid-19.

La France est particulièrement fragilisée. Elle subit plus, que d'autres pays, les conséquences économiques et sociales des crises. Elle paye cash sa désindustrialisation, le trop faible investissement dans l'éducation et la solidarité, son extrême centralisation. Les crises exacerbent les fractures sociales et territoriales mises en lumière par les « gilets jaunes », comme les fractures identitaires et mémorielles. La démocratie est malade de nos institutions construites autour du mythe de l'homme providentiel.

Une éclaircie dans un ciel d'orage ?

Sous les coups des crises les dogmes libéraux sautent les uns après les autres : le libre-échange non régulé est contesté, le pacte de stabilité européen évacué, le démantèlement de la puissance publique ringardisé. Le cadavre bouge encore, et le libéralisme zombie n'a pas dit son dernier mot, mais il nous semble **qu'une fenêtre s'ouvre pour proposer une alternative. Le cœur de la gauche et de l'écologie bat de nouveau, nous sommes les héritiers du combat pour la justice et le partage, seule porte de sortie possible face aux crises.**

2. Ce que sont aujourd'hui les socialistes

La carte d'identité des socialistes

L'acte fondateur du socialisme est le refus des injustices et l'écoute des souffrances, humaines et sociales. Être dans le réel et aux côtés des femmes et des hommes est le socle de notre identité et de notre action. Quand le socialisme se replie sur lui-même ou s'enferme dans les institutions, il dépérit. Quand il plonge les racines dans le réel, il garde une capacité à se renouveler et à se relégitimer. Le socialisme ne peut être un conformisme ou un conservatisme, **il est d'abord une révolte contre l'ordre établi et une pensée critique** pour construire une alternative.

Le socialisme est une pensée de l'émancipation individuelle et collective, qui permet ensemble de reprendre le contrôle de nos vies, et à chacun-e de construire librement son chemin. **L'exigence de justice, la lutte contre les inégalités sociales et territoriales, le sens du partage et de la solidarité, l'attachement au travail** sont constitutifs de notre identité.

Le socialisme est une fraternité républicaine, un engagement laïc. **Le socialisme porte une approche globale de la personne**, en construisant sa capacité à prendre place dans le monde, à le comprendre et à le transformer. La réponse exclusivement matérielle aux besoins humains, le culte de la performance, de la productivité, la diffusion non maîtrisée des technologies ont alimenté un puissant mouvement de déshumanisation de notre société. Réhumaniser le monde est le fil conducteur de notre action. **Le socialisme est aussi un féminisme** qui se donne comme objectif d'atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes.

L'originalité et la force du socialisme à gauche, c'est une volonté de faire et l'esprit de responsabilité. Nous ne sommes ni le parti de la révolution ni le parti de la protestation. Nous sommes à gauche le camp de l'action. Agir en socialistes, c'est accepter les réformes progressives, rechercher le compromis, prendre le risque d'assumer les responsabilités. **Si le socialisme est un réformisme et une culture de gouvernement, il n'est pas un pragmatisme.** Depuis 20 ans, le socialisme français a trop souvent limité ses ambitions, renoncé à faire au nom des contraintes, limité son action à la gestion.

Socialisme et écologie

Nous ne pouvons plus penser l'humain en-dehors de sa relation de profonde interdépendance avec la nature et les technologies. Nous constatons également chaque jour à quel point inégalités sociales et crises écologiques, et sanitaires, s'alimentent l'une de l'autre. **Être socialiste aujourd'hui, c'est être écologiste et, pour nous, une écologie de progrès s'inscrit dans la filiation des idées et des combats socialistes.**

La question écologique n'obère en rien les combats socialistes, elle en est simplement un nouveau front. Sauver la planète n'est pas un horizon politique qui se suffit à lui-même. Nous ne plaçons pas les droits du vivant et de la nature sur le même plan que les droits humains, ce qui reviendrait à rompre avec des siècles d'humanisme.

Le socialisme a su être le mouvement des conquêtes républicaines. Puis celui du bien vivre et de la juste répartition des fruits de l'abondance, malheureusement fondée sur l'exploitation intensive des ressources naturelles et les dérives du productivisme. Ce modèle est désormais dans l'impasse. Le défi auquel nous sommes confrontés est **d'ouvrir un nouveau temps du progrès humain et social et, pour cela, réinventer un socialisme qui intègre pleinement la question écologique.** La crise climatique et la limitation des ressources imposent une nouvelle manière de traduire nos combats pour la justice sociale, la fraternité républicaine, et l'émancipation individuelle et collective. Nous devons construire une nouvelle relation plus harmonieuse avec la nature et le vivant fondée sur deux principes : la sobriété et la dignité, car ce que nous infligeons à la nature et aux animaux dit beaucoup de notre société elle-même. **L'écologie peut être libérale** quand elle prend le visage de la « croissance verte » ; **elle peut être conservatrice** si elle devient uniquement une pensée de l'adaptation au changement climatique qui renoncerait à toute ambition de transformation sociale. **Une écologie de gauche met en son cœur les principes socialistes de justice et de réduction des inégalités.** Nous sommes également attachés à la **notion de transition écologique** nécessairement progressive, concertée, consentie et démocratique.

Le retour de la raison et de la délibération, le combat pour l'humanisme, la laïcité et la fraternité républicaine

Le socialisme est un mouvement permanent de mobilisation de la raison et de la connaissance pour comprendre et expliquer. Il est donc indissociable du monde intellectuel, éducatif et culturel sur lequel il doit s'appuyer. Écouter / comprendre / agir demeure un triptyque qui fonde la démarche socialiste et qui s'oppose à la pensée populiste qui mobilise la peur, l'émotion et la force.

Le socialisme est attaché à la laïcité, qui est une éthique du vivre-ensemble, du débat et de la délibération collective. Il doit s'engager dans un nouveau processus de civilisation pour défendre la liberté d'expression, la valeur du raisonnement, des faits, et le statut de la vérité sans lesquels il n'est plus de démocratie possible.

Le socialisme est une fraternité et un patriotisme républicain. Le projet républicain implique une citoyenneté active et une contribution de chacun et chacune à la vie collective, qui relève d'un « vouloir vivre ensemble » au sein d'une communauté unique et non de la cohabitation des communautés d'appartenances ethniques, religieuses, sociales, ou locales. La République est une communauté universelle faite de droits et de devoirs qui valent de la même manière pour tous. Elle doit tenir la promesse d'égalité et être effectivement présente aux côtés de chacun de ces enfants. Cette promesse a été trahie et c'est bien le rôle des socialistes d'en rétablir l'effectivité. Défendre la fraternité implique un discours de vérité sur ce qu'est devenue notre communauté nationale. Oui, la France blanche et très majoritairement catholique qui a vu naître la République a laissé place à une France métissée, multiculturelle et plurireligieuse. **Nous défendons une laïcité de concorde, et non d'exclusion, pour faire vivre la fraternité dans cette France métissée.**

Une citoyenneté active, une puissance publique solidaire et protectrice, une action locale, nationale et européenne

Le socialisme porte le principe de réponses collectives et solidaires qui s'appuient en premier lieu sur la puissance publique, le rôle de l'État protecteur mais aussi de l'action locale, européenne et la coproduction de l'action publique avec la société. Cela suppose une réaffirmation de la légitimité des services publics, essentiels pour garantir la solidarité humaine et territoriale et relever les défis de la transition écologique et énergétique.

Le socialisme refuse d'enfermer l'action publique dans les institutions. Il fait de la coopération avec les citoyens et leurs mouvements, syndicats et associations, le cœur de sa méthode politique. Les citoyens organisés sont à la fois une source d'expertise, de créativité, de légitimité et d'efficacité. La construction des solutions et la mise en œuvre des réformes doivent mobiliser ces énergies. Pour se déployer l'action publique peut s'appuyer aussi bien sur l'État ou les collectivités locales que sur les partenaires sociaux ou le secteur non lucratif, associatif, coopératif et mutualiste.

Le socialisme est en engagement local. Nous sommes le parti de la décentralisation et de la République des territoires. Nous sommes fiers d'être un parti d'élu·e·s et de militants·e·s engagé·e·s dans l'action publique locale. Le territoire est le premier niveau pour préparer l'avenir et dans lequel faire vivre citoyenneté et solidarité. L'aspiration à décider au plus proche des citoyens est un très ancien combat démocratique et l'action publique locale a fait preuve de son efficacité et de sa créativité.

Le socialisme est un engagement européen et universel. Si la nation reste notre matrice, nous portons des combats universels, planétaires et solidaires. **Nous avons fait de l'Europe notre outil collectif, qui doit devenir celui des citoyens et pas seulement des nations,** pour peser dans le monde, reprendre le contrôle de notre destin et choisir notre modèle de société. **Nous voulons être les moteurs d'une coopération planétaire, d'un multilatéralisme régulateur,** car le choc des blocs géopolitiques ne pourrait mener qu'à la confrontation et parce que nous croyons à la force des liens entre des femmes et des hommes inscrits dans des nations et des cultures différentes mais unis par des combats communs.

3. Vers un nouveau projet socialiste

Dans de nombreux domaines, nous disposons déjà de **propositions abouties.** Certaines sont présentées dans cette motion, donnant ainsi le coup d'envoi **d'un agenda d'affirmation du PS.** Dans d'autres domaines, un travail collectif important reste à mener, notamment dans le cadre de **chantiers militants.** Ce travail devra déboucher vers **un nouveau projet socialiste en septembre 2021.**

Nous ne partons pas de rien, la préparation de cette motion a été l'occasion de mesurer **la formidable richesse des travaux menés par les socialistes** ; elle n'en rendra compte que de manière très incomplète et nous renvoyons également les militants aux contributions thématiques proposées par les membres de la direction nationale qui serviront de point de départ pour nos travaux futurs. Cette richesse témoigne du travail réalisé par les groupes parlementaires présidés par Valérie Rabault, Patrick Kanner et Sylvie Guillaume, par nos élus locaux, ainsi que par les secrétaires nationaux.

a. Aux premières victimes de la crise, la solidarité nationale

Proposition n° 1 : Répondre à l'urgence sociale pour les victimes de la crise sanitaire

- Un plan de soutien à l'hôpital et aux EHPAD ;
- Une revalorisation salariale des premiers de corvée face à la Covid et un fonds d'indemnisation des victimes ;
- Un soutien accru à l'aide alimentaire et un chèque rebond local ;
- Une revalorisation des minima sociaux et des allocations logement, l'extension du RSA aux moins de 25 ans ;
- Pour le logement, une année blanche pour les expulsions et un abondement des fonds solidarité logement des départements ;
- Un plan de soutien au monde associatif copiloté par l'État et les territoires.

Proposition n° 2 : Un bouclier emploi face à la crise

- Annulation de la réforme de l'assurance chômage ;
- Soutien à la réduction temporaire du temps de travail sans perte de salaire et aux actions « former plutôt que licencier » dans les temps libérés ;
- Apporter aux chômeurs une garantie d'accompagnement en « réarmant » Pôle emploi et les missions locales, en proposant à chaque chômeur une formation ou une insertion par l'activité économique ;
- Généralisation de l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée ;
- 100 000 services civiques supplémentaires et 250 000 emplois aidés dans les domaines d'utilité sociale.

Proposition n° 3 : Assurer la continuité et la réussite éducative

- Plan « 1 jeune 1 accompagnement » mobilisant le monde associatif et les collectivités en complément de l'école ;
- Garantir l'égal accès à l'enseignement numérique : fourniture massive d'ordinateurs et de clés 4G ;
- Effort massif de formation des enseignant-e-s à l'utilisation de ces outils numériques.

b. Reprendre le contrôle par la démocratie et les réponses collectives et solidaires

Il s'agit d'abord de **reprendre le contrôle de notre destin dans un monde brutal et dérégulé**. La mondialisation est devenue conflictuelle, nous ne renonçons pas à nos combats planétaires et universalistes, mais nous portons un regard réaliste sur le monde d'aujourd'hui. Si la France garde une place spécifique dans le monde, **l'Europe doit devenir l'outil de notre souveraineté et de notre projet collectif**. Elle doit permettre de défendre nos emplois, notre environnement et notre modèle de société solidaire. Pour reprendre le contrôle nous devons réguler les échanges et les flux financiers en imposant des règles conformes à nos principes.

Proposition n° 4 : Un agenda fiscal européen pour le juste échange et des ressources publiques

- Contribution carbone aux frontières de l'UE, condition même de la lutte contre le changement climatique et des relocalisations d'activités économiques ;
- Taxe sur les transactions financières ;
- Taxation unitaire des grandes entreprises en fonction de la répartition territoriale des profits liés à leur activité ;
- Harmonisation de l'impôt sur les sociétés au sein de l'UE et passage à la majorité sur ce volet.

À l'occasion de la préparation du congrès du Parti des socialistes européens, le PS publiera son agenda international et européen.

Reprendre le contrôle, c'est aussi définir les biens communs et les services publics essentiels à la population pour assurer la qualité de vie et répondre aux enjeux sanitaires et écologiques. Ce travail de redéfinition devra s'accompagner d'une réhabilitation et d'une relégitimation des fonctionnaires et de leurs missions.

Proposition n° 5 : Une nouvelle approche des biens communs et des services essentiels

- Inscription dans la Constitution du principe de prévalence du bien commun sur la défense de la liberté d'entreprendre et de la propriété privée ;
- Autoroutes : reprendre le contrôle public des concessions à leur issue ;
- Mettre un terme à la privatisation d'ADP que le RIP a suspendue ;
- Énergie : pour un service public de l'aménagement et de l'exploitation des réseaux de transport et de distribution de l'électricité et du gaz ;
- Encourager le développement des régies publiques, par exemple dans l'eau.

Reprendre le contrôle sur la révolution numérique, devenue incontrôlable, qui met aujourd'hui en danger notre démocratie, notre paix civile, notre intimité, mais aussi nos emplois et notre environnement. Jamais dans l'histoire, il n'a été aussi longtemps accepté que des pans entiers de notre vie relèvent presque exclusivement de l'initiative privée, affectant ainsi nos libertés et nos données personnelles. Nous avons besoin d'une approche globale et transversale de ces enjeux. Nous avons besoin de règles collectives pour mettre ces technologies au service de notre projet de société, et non les subir comme l'illustre le débat sur la 5G. Nous voulons faire prévaloir une citoyenneté numérique (universalité de l'accès), une protection des libertés et de la démocratie (interdiction de l'anonymat, par exemple), une maîtrise personnelle et collective des données (refus de leur marchandisation), la protection du travail.

Reprendre le contrôle, c'est aussi reprendre le cours du projet républicain menacé par ses adversaires et miné par les inégalités. Notre devoir est celui de la défense intransigeante des principes républicains et de la laïcité contre tous les fondamentalismes, dont le danger islamiste. La République doit tenir toutes ses promesses ; la promesse de sécurité, qui passe aussi par le renouveau de sa justice ; et le principe de fraternité, qui garantit à chacun non pas des droits théoriques mais un égal engagement à ses côtés.

Le retour de la promesse républicaine, c'est l'égalité entre les territoires, le retour d'une véritable politique de la ville, des outre-mers, et de soutien aux espaces ruraux ; ce sont des services publics où la lutte contre les inégalités et le rétablissement de l'ascenseur social redeviennent la priorité absolue. C'est aussi une République engagée dans la lutte contre toutes les discriminations et contre le racisme et l'antisémitisme. C'est une République au rendez-vous de l'accueil solidaire des migrant·e·s au sein de l'UE, qui promeut le respect des droits humains et démocratiques en Europe et les fait progresser en France, attentive à l'inclusion et à la citoyenneté des personnes en situation de handicap, et à l'égalité des droits des personnes LGBTI+. C'est enfin une République féministe mobilisée contre les violences faites aux femmes et qui mène des réformes radicales et émancipatrices pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines.

Reprendre le contrôle, c'est retrouver le sens de l'action collective et de la coopération. Nous avons besoin d'un pacte de coopération entre l'État, les territoires et les acteurs sociaux, qui décrive une méthode partagée et reconnaisse pleinement la place des syndicats, du monde associatif et du secteur non lucratif. Nous avons aussi besoin d'un pacte de solidarité territoriale pour faire plus pour ceux qui ont moins, dans le monde rural comme dans les quartiers populaires.

Proposition n° 6 : La décentralisation jusqu'au bout

- Définition dans la Constitution des compétences de l'État, les autres relevant dorénavant des collectivités locales ;
- Instaurer un droit élargi à la différenciation, à l'expérimentation et à l'adaptation des normes, tout en renforçant la solidarité entre les territoires par la péréquation ;
- Rétablir l'autonomie fiscale, assurer aux collectivités une visibilité pluriannuelle de leurs ressources, financer un plan de soutien aux investissements dans la transition écologique ;
- Renforcer la démocratie locale : parité vérifiée dans toutes les instances, limitation à 3 du cumul dans le temps des mandats exécutifs locaux, budgets participatifs, conseils citoyens, conseils de développement et référendums locaux ;
- Généraliser le copilotage entre l'État et les régions des établissements régionaux des agences nationales (ADEME, Pôle emploi, BPI...).

Permettre aux citoyens de reprendre le contrôle de la démocratie est un autre défi collectif. Nous proposerons un rééquilibrage profond de nos institutions pour renforcer l'initiative citoyenne, ouvrir les fonctions électives et replacer le Parlement au cœur de nos institutions.

c. Un nouvel agenda social écologique pour l'action publique

Il nous faut réinventer notre gouvernance économique autour des priorités sociales et écologiques, faire prévaloir la réduction des inégalités, la protection de l'emploi et des salarié·e·s, la préservation des ressources environnementales et la qualité de la vie.

Proposition n° 7 : De nouveaux objectifs et une nouvelle gouvernance pour l'action publique

- De nouveaux indicateurs pour un autre pilotage de l'action publique : remplacer le PIB par des indicateurs sociaux et d'inégalités, notamment entre femmes et hommes, de bien-être, de qualité de vie et de gestion des ressources environnementales ;
- Au niveau européen, remplacer le pacte de stabilité et les règles du semestre européen par de nouveaux outils de pilotage cohérents avec cette approche ;
- Investir dans la connaissance des inégalités, celle des « capitaux » écologiques, généraliser la comptabilité carbone ;
- Généraliser les études d'impact préalables aux décisions et le suivi transversal de la trajectoire de transition des politiques publiques ;
- Reconnaître le crime d'écocide.

Nous portons également l'idée d'un État providence social-écologique. Face à la montée des risques et sinistres environnementaux, le système assurantiel n'est pas suffisant. Comme nous l'avons fait par le passé pour la retraite, les accidents du travail ou la santé, il s'agit désormais de socialiser ces nouveaux risques et d'en assurer une gestion collective pour protéger efficacement tous les citoyens. Cette approche mérite d'être étendue aux risques épidémiques, la crise de la Covid-19 ayant également montré les impasses du système assurantiel. Il convient dans ce cadre d'assurer la réparation des préjudices passés, comme en témoigne le projet de fonds d'indemnisation des victimes du chlordécone et du paraquat à la Guadeloupe et en Martinique.

Cet État providence social-écologique va de pair avec une approche élargie des questions de santé remettant au cœur de nos politiques l'universalité de l'accès au soin et la lutte contre les déserts médicaux, la santé mentale, les politiques de prévention et de santé publique, la qualité des milieux de vie (eau, air, sols) et l'évaluation des risques sanitaires (alimentation, produits de santé, environnement, industrie).

Nous appelons à un Green New Deal mobilisant le pays et les territoires pour faire rimer transition, mobilisation, investissement, emploi durable et justice sociale.

L'agriculture et l'alimentation doivent faire transition vers un modèle de développement soutenable qui articule accès à une alimentation de qualité pour tous, protection de l'environnement, emploi et rémunération des producteurs, citoyenneté et lien avec le territoire.

Combiner transition et avenir de l'industrie et de ses emplois est possible. Les emplois liés à l'industrie sont des emplois qualifiés et de qualité qui sont l'un des socles de notre tissu social. Nous plaillons pour une politique industrielle renouvelée au service de la transition, qui pilote la transformation écologique des filières, fait le pari de l'innovation, de la formation, de la mobilisation des compétences humaines et de la qualité du travail comme leviers de la performance. L'avenir de cette industrie passe par de nouvelles règles de l'échange juste, un soutien public assumé, y compris par l'achat public, et des principes de souveraineté qui protègent nos savoir-faire et garantissent la présence sur le sol européen des activités indispensables pour assurer les services essentiels aux citoyens, notamment dans les domaines de la santé, du numérique et de l'énergie.

La politique énergétique de la France doit pleinement prendre le tournant des énergies renouvelables et d'une gestion décentralisée des réseaux. La rénovation énergétique des bâtiments est emblématique de la politique de justice climatique que nous voulons porter, qui réduit les émissions de gaz à effet de serre, crée des emplois et rend du pouvoir d'achat.

Proposition n° 8 : La prime pour le climat et rénovation énergétique du bâtiment

- Principe d'une prime pour tous, dégressive selon les revenus, donnant la priorité aux passoires thermiques et donc aux ménages les plus défavorisés ;
- Principe du reste à charge zéro grâce au préfinancement du solde des travaux par la Banque des territoires ;
- Principes de pilotage et d'accompagnement des particuliers par la puissance publique. Cette garantie de financement pour tous et de sérieux des travaux est susceptible, enfin, de permettre la massification de la rénovation des logements.

Le logement est, par nature, un enjeu social, économique et écologique. Le logement est d'abord un enjeu social et de cohésion qui implique d'agir en faveur du logement social en appliquant pleinement la loi SRU, de permettre à chacun de bénéficier d'un logement décent, de généraliser l'encadrement des loyers dans les zones tendues et de mettre en œuvre une réelle mobilité résidentielle via l'accession, notamment sociale, à la propriété. Le logement est aussi un enjeu écologique à travers la rénovation de l'habitat, mais également des chantiers et des constructions propres et vertueux. Une nouvelle approche du logement doit s'articuler avec la lutte contre l'étalement urbain et l'objectif de zéro artificialisation nette des sols.

Le Green New Deal au service de la transition inclut également **une nouvelle approche des mobilités**. Le moment est venu de traiter la question des inégalités face aux mobilités, plus souvent subies que choisies. Il s'agit d'arbitrer entre communication à distance et mobilité, de tenir la promesse de la ville et du territoire du quart d'heure, d'inventer une mobilité intermodale dans tous les territoires et accessible à tous, de renforcer la qualité de l'offre de transport collectif et de faire de la voiture elle-même un outil collectif. La vérité des prix du carbone doit permettre de rééquilibrer rail et route. Nous abordons le rail comme un bien commun, refusons la marche forcée vers l'ouverture à la concurrence, et entendons promouvoir une nouvelle approche du fret et des flux logistiques.

Les socialistes entendent porter une ambition maritime pour la France, ses territoires littoraux, ses îles et ses outre-mers, ambition qui articule les enjeux de la protection des océans, de la pêche durable, des industries maritimes, et de la nouvelle économie bleue autour de la valorisation des bioressources et des énergies marines renouvelables.

d. Une société digne : Justice, protection, partage, émancipation

Le partage, c'est d'abord renouer avec la redistribution et une fiscalité juste. Notre agenda fiscal pour le juste échange y contribue (proposition n° 4), tout comme la limitation des écarts de salaire dans les entreprises. Mais nous devons aussi refondre la fiscalité des particuliers avec un ISF vert — dont le produit financerait, par exemple, la rénovation énergétique des bâtiments — la fin de la flat tax et la création d'une tranche supérieure de l'impôt sur les revenus.

Proposition n° 9 : Une société digne doit garantir à chaque citoyen un revenu de base universel tel que proposé par des départements du gauche. Ce dispositif vise à assurer à toute personne majeure un minimum de 564 euros mensuels versé automatiquement en lieu et place du RSA et de la prime d'activité, de manière dégressive en fonction des revenus de la personne, et de manière inconditionnelle pour rendre effectif l'accès au droit.

Une société digne sait garantir à toutes les générations une place dans la société, une citoyenneté pleine et entière, une qualité de vie, et un accompagnement. Nous avons un devoir d'innovation pour affronter le défi du vieillissement et un devoir d'accueil de la jeunesse.

Proposition n° 10 : Accueillir les jeunes dans la société

- Un socle contre la précarité : l'ouverture du revenu de base aux 18-25 ans et la généralisation de la garantie jeune ;
- Une aide individuelle à l'émancipation solidaire (AILES) : véritable capital d'entrée dans la citoyenneté d'au moins 20 000 €.
- Un capital formation, c'est-à-dire un droit à un nombre d'années de formation garanti par l'État entre 0 et 25 ans et mobilisable, quand non consommé, pour des reprises d'études ;
- Dans toutes les régions, un pack 15-30 ouvrant des droits sociaux et l'accès à la culture et aux loisirs.

Une société émancipatrice mène de front le combat laïc et social, et le combat éducatif et culturel. Le retour des Lumières, telle est notre espérance, suppose le retour des enjeux éducatifs et culturels au premier plan du débat public et des priorités politiques. Culture et éducation populaire doivent redevenir une ligne de front pour libérer la parole et les regards, construire un rapport critique au monde, valoriser la créativité et la liberté d'expression.

Nous plaçons pour le retour d'une ambition éducative. Quelles sont les attentes de la société vis-à-vis de l'école ; quelle place donne-t-elle aux enseignants et à tous les passeurs de culture et de savoir ? Au lendemain du drame de Conflans, telle est la question posée. Vision instrumentale de l'éducation, dévalorisation des missions des enseignants, paupérisation de l'école et de l'université ont conduit à un effondrement de la relation entre l'école et la société. Nous réaffirmons la formation de citoyens, l'élévation du niveau de formation, une école inclusive qui accompagne chaque jeune dans la construction de son parcours, et la démocratisation de l'accès aux savoirs comme les principes de notre politique éducative. Pour atteindre ces objectifs, l'école a besoin d'être protégée en promouvant la laïcité et en menant le combat contre toute forme de violence ou de harcèlement. **Elle a besoin d'une reconnaissance et d'une confiance nouvelles dans les enseignants,** et d'un investissement massif dans leur formation initiale et continue. Elle a besoin de coopération entre tous les acteurs de la communauté éducative et de politiques éducatives de territoires. Enfin **l'école, c'est aussi l'enseignement supérieur,** d'abord l'université où le sous-investissement est criant alors que les jeunes prolongent leurs études et que la formation supérieure et la **recherche** sont les investissements-clés pour la réussite de notre avenir collectif.

Nous défendons la place du travail et du salariat dans la société, refusons le mythe du tous (auto) entrepreneurs. Le travail reste à nos yeux un cadre essentiel de production de la richesse et du lien social. Les socialistes mènent également le combat de la réduction du temps de travail et de la valorisation citoyenne du temps libéré, mais ces engagements ne s'opposent pas. Nous portons une vision positive

de l'entreprise et de l'entrepreneuriat, avec une attention particulière aux TPE-PME, au commerce et à l'artisanat, et à l'économie sociale et solidaire. L'entreprise est un collectif qui repose sur un contrat en son sein et avec la société. Cela légitime une conditionnalité des soutiens publics aux entreprises, en lien avec l'emploi et les enjeux sociaux et écologiques. À nos yeux, la richesse vient d'abord des femmes et des hommes. Le dialogue social, la valorisation des compétences et de la créativité des salariés, l'accès à la formation, la qualité du travail et des conditions de travail sont donc essentiels.

Proposition n° 11 : Vers l'entreprise nouvelle

- Renforcer la place des salarié·e·s dans l'entreprise et dans les conseils d'administration
- Limiter les écarts de salaires dans l'entreprise, financièrement pénalisés au-delà de 12 fois le SMIC, et interdits au-delà de 20 fois ;
- Une double analyse et cotation : financière d'une part ; sociale, sociétale et environnementale d'autre part.

Proposition n°12 : Protéger les travailleurs des plateformes numériques

- Refus d'un statut hybride entre salarié et travailleur indépendant. Limitation à 5 ans du statut de micro-entrepreneur ; à 18 mois dans les cas de client unique ;
- Plafonnement du nombre de micro-entreprises qu'un donneur d'ordre pourrait mobiliser comme prestataire et rémunération minimale au SMIC horaire ;
- Devoir de vigilance des entreprises mobilisant des indépendant·e·s et responsabilité des donneurs d'ordre ;
- Représentation syndicale des indépendant·e·s et représentativité dans les plateformes qui les mandatent, nécessité d'une convention collective de branche. Ouverture des actions de groupe dans ce champ d'activité.

4. La résistance a besoin de victoires, l'espérance a besoin d'une voix : les enjeux du printemps de la gauche et de l'écologie

Au fil des mois, nos idées ont repris de la force et les citoyens expriment de nouvelles attentes à notre égard. **Nous avons devant nous 18 mois avant l'élection présidentielle pour répondre à quatre questions :**

- La gauche et l'écologie font-elles le choix de coopérer et de se rassembler pour réveiller l'intérêt du peuple de gauche et lui donner des raisons de se remettre en mouvement ?
- Sommes-nous capables de faire gagner la résistance face au rouleau compresseur qui menace notre modèle social et nos libertés, d'unir nos forces pour préserver l'essentiel ?
- Saurons-nous réveiller l'espérance, mettre en avant un projet de société, une vision positive et offensive de l'avenir, qui crée de nouveau envie et élan ?
- Saurons-nous faire la preuve de notre capacité à agir concrètement, nous appuyer sur notre culture du faire dans les territoires, assumer notre identité de gauche de gouvernement, pour redevenir une force crédible à qui l'on peut faire de nouveau confiance ?

Nous avons besoin d'un triple agenda commun.

Un agenda de résistance autour de trois mots d'ordre : reprendre le contrôle, une vie désirable, une société digne. Notre premier défi est d'éviter un effondrement, de retrouver une maîtrise collective de nos choix. Il nous revient de construire l'arc de résistance le plus large possible, ce sont les victoires remportées dans ce cadre qui ouvriront la voie d'une nouvelle espérance.

Un agenda d'espérance, qui propose une réponse humaniste et progressiste, qui ouvre la perspective d'un futur désirable. Si écologistes et socialistes proposent des réponses différentes nous sommes convaincus qu'un socialisme sincèrement écologiste et une écologie politique ancrée à gauche sont des partenaires naturels pour construire ensemble un projet politique commun, une dynamique citoyenne et démocratique, un agenda d'espérance.

Pour le printemps de la gauche et de l'écologie, un agenda politique et électoral.

L'effacement du Parti socialiste, nous l'avons connu en 2017. Bien loin de tout effacement, nous sommes aujourd'hui à la fois dans la réaffirmation de l'identité et du projet des socialistes, et dans le choix du rassemblement.

Nous avons une responsabilité d'abord vis-à-vis des femmes et des hommes qui attendent de nous des réponses et une espérance nouvelle ; une responsabilité vis-à-vis du pays lui-même, déchiré par les politiques menées depuis trois ans, fragilisé par les crises à répétition, angoissé par un avenir toujours plus incertain.

Sommes-nous capables les uns comme les autres de faire le constat lucide qu'aucune aventure personnelle ne triomphera de l'élection présidentielle, qu'aucune composante de la gauche et de l'écologie ne soumettra les autres ? **Si projet commun il doit y avoir, il s'abreuvra à toutes les sources de la gauche et de l'écologie, il sera le résultat d'une construction collective nouvelle.**

Il n'y a plus de force dominante à gauche, ceux qui revendiquent l'hégémonie se trompent et nous placent dans une impasse. **Il n'y a d'autre voie possible que celle de la coopération.** Dans un système politique où, pour accéder au second tour de la présidentielle comme des législatives, il faut obtenir autour de 20 % des voix, la concurrence généralisée est un suicide collectif, et se décréter unilatéralement rassembleur ou meilleur candidat une illusion. Nous faisons aujourd'hui le pari que les femmes et les hommes lucides et courageux, qui feront le choix de la coopération, l'emporteront sur les fossoyeurs de l'espérance.

Il ne s'agit pas de fusionner les formations existantes, ni même de simuler une fausse unanimité, il s'agit de se mettre d'accord sur un programme de gouvernement pour les cinq années qui viennent. Pour la première fois depuis 1974, il s'agit de construire une véritable coalition autour d'un projet commun comme nous le faisons ensemble dans les collectivités locales.

Il s'agit de disposer de la capacité à agir dans le pays, pour le transformer, pour aller au-delà des discours, pour ancrer le changement dans les réalités européennes, nationales et locales !

Nous avons besoin d'une démocratie vivante. Nous avons besoin pour cela de partis politiques actifs et ancrés dans la société, qui assument leurs responsabilités, soutiennent un·e candidat·e et s'engagent au sein d'une coalition. Nous avons besoin d'un Parlement moteur qui retrouve sa place au cœur de notre démocratie. Mais tout cela ne suffit pas.

La gauche d'après ne se limite pas aux seuls partis politiques, ce sont aussi les syndicats, les associations, les ONG, l'ensemble du mouvement associatif et non lucratif, les chercheurs et intellectuels, les citoyens engagés dans des causes et dans des combats locaux. **Ce sont toutes ces forces qu'il s'agit de mobiliser pour construire un projet collectif** du « pacte pour le pouvoir de vivre » au « collectif plus jamais ça ». Pour réussir vraiment, nous aurons besoin d'une mobilisation sociale et citoyenne, et d'une mobilisation des territoires.

Cette dynamique politique et citoyenne, nous l'avons mise en œuvre lors des élections municipales et remporté de grands succès dans la diversité des chemins d'union qui ont mené à la victoire. Nous devons lui donner une suite lors des prochaines échéances électorales.

C'est sur la base de cette analyse et de ces convictions que nous proposons un agenda politique et électoral pour le printemps de la gauche et de l'écologie :

1. Ouvrir le dialogue pour rassembler dans la clarté et la cohérence l'ensemble de l'arc politique de la gauche et de l'écologie, seul chemin possible pour réveiller et mobiliser le peuple de gauche ;
2. Mener ensemble des combats de la résistance face aux dérives libérales et nationales-populistes ;
3. Dès le lendemain des élections locales, organiser la confrontation des projets et des propositions pour construire une plateforme commune pour 2022 ;
4. Aborder les échéances de 2022 autour d'un projet commun, d'un contrat de coalition pour le mandat, et de candidatures communes pour les élections législatives.

Les socialistes et le rassemblement de la gauche et de l'écologie

Si notre congrès a bien un sens, c'est celui de confirmer cette stratégie, de donner à la direction ce mandat qu'elle portera en s'appuyant sur la force du vote militant.

Le rassemblement de la gauche est l'ADN des socialistes, c'est le fil conducteur de toute leur histoire, ils n'ont progressé et gagné que quand ils y ont été fidèles. Pendant plusieurs décennies, le « rassemblement » signifiait rassemblement autour des candidats socialistes. **Le temps de l'hégémonie est derrière nous.** Aborder les échéances de demain en gardant des lunettes du passé conduirait à l'échec.

Mais nous n'avons renoncé à rien. Notre histoire, notre force militante, notre ancrage local, nos groupes parlementaires, notre capacité de proposition et notre culture de l'action nous donnent tous les atouts **pour être la force motrice du rassemblement, le point d'équilibre de la gauche.** Nous avons en notre sein de nombreux talents et nous espérons qu'une candidature commune pourra être issue de nos rangs. À nous d'être les meilleurs militants du rassemblement, les meilleurs ouvriers du projet commun et les plus crédibles pour diriger le pays. **Notre force viendra de notre action et de nos comportements, pas de la revendication d'un statut que nous avons perdu.**

Nous avons appris de notre histoire. Du quinquennat précédent, dont nous avons tiré le bilan, souligné les impasses, mais aussi les réalisations que nous entendons défendre et faire reconnaître. De l'expérience des primaires qui ont montré leurs limites et ne sont plus aujourd'hui la bonne méthode pour faire émerger une candidature de rassemblement. Nous proposons d'y renoncer.

Nous croyons qu'une démarche commune naîtra de la confrontation fraternelle de formations politiques qui auront chacune revisité leur projet et réaffirmé leur identité. **L'affirmation sans le rassemblement, c'est la guerre de tous contre tous. Oui, nous croyons possible de faire rimer affirmation et rassemblement, car on n'accepte de passer contrat avec d'autres que si l'on est sûr de ce que l'on est et de ce que l'on entend défendre.**

La feuille de route et les combats des socialistes, ici et maintenant

Faire rimer identité et rassemblement, cela implique de mener simultanément l'agenda politique du rassemblement et la feuille de route des socialistes au service de la réaffirmation de leur identité.

Notre premier devoir, notre premier combat, nous le menons aux côtés des Français-es face à la crise sanitaire et à ses conséquences économiques et sociales.

Notre second rendez-vous est celui des élections régionales et départementales de mars 2021. Il s'agit du grand rendez-vous démocratique du local ; ces élections sont également un test pour le rassemblement de la gauche et de l'écologie. Ce rendez-vous est, enfin, comme le furent les municipales, l'occasion d'affirmer ce que nous sommes, ce qu'est l'ancrage local des socialistes et leur action de proximité.

Notre horizon est celui de la préparation de l'alternance. À l'occasion de ce congrès, le Parti doit ouvrir un temps d'affirmation de nos positions et de nos propositions. Dès le lendemain du congrès, nous enclencherons **notre agenda d'affirmation autour de temps forts d'expression du parti sur les grands enjeux** auxquels nous sommes confrontés.

Ces temps d'expression nourriront l'élaboration d'un nouveau projet socialiste qui devra à la fois actualiser notre pensée et notre identité, et présenter notre vision de l'avenir et nos propositions pour l'Europe et pour le pays.

5. Le parti des socialistes et sa vie militante

L'une des promesses d'Aubervilliers, la transformation de la structure de notre parti est, il faut le reconnaître, inaboutie. **Le changement en profondeur de notre organisation doit se poursuivre** par étapes, sans totem ni tabou, en nous adaptant aux nouvelles demandes de la société. **Quand d'autres prônent la fin des partis politiques, nous réaffirmons notre conviction que des structures partisanes fortes sont la condition d'une vie démocratique riche.** Nous restons fidèles à ce que fut la marque de naissance de notre organisation : représenter le mouvement social à travers une organisation démocratique.

Combinaison de la fraternité militante et le recours au numérique

Un parti de camarades. Voilà ce que nous sommes. Nous savons que la force de notre organisation est que chacun peut faire entendre sa voix, et que les dirigeants que le parti s'est choisis doivent lui rendre des comptes. Cette démocratie interne, nous devons la préserver à tout prix, tout en la modernisant.

Notre parti est un espace d'émancipation et de bienveillance. Il combat toute forme de racisme, de sexisme ou d'homophobie et s'attache à éradiquer toutes les violences faites aux personnes, notamment à travers des actions de formation. Il poursuit l'objectif d'égalité de représentation des femmes et des hommes en son sein et dans la société.

Nous connaissons l'importance du lien social et les limites du distanciel. Nous devons conforter la fraternité militante qui s'épanouit dans les temps partagés de réflexion et d'action, tout en mobilisant les outils de collaboration à distance pour diversifier les manières de travailler ensemble. **L'adoption du vote électronique est indispensable** pour maintenir notre vie démocratique dans toutes les circonstances et élargir la participation, la crise de la Covid-19 en a cruellement souligné la nécessité. Nous devons accompagner ces mutations d'un plan de mise à niveau et d'équipement des fédérations et de formation de nos camarades.

Si nous voulons utiliser le numérique pour mieux œuvrer ensemble, nous croyons toujours au **travail collectif** dans les sections et les fédérations, et au sein des réseaux et commissions nationales. Nous croyons aussi possible **d'innover** pour constituer des groupes de travail tirés au sort afin d'associer directement les militants aux chantiers programmatiques du parti, ou faire en sorte que chaque secrétaire national·e anime un réseau ouvert aux militantes et militants.

Une organisation souple, efficace et ouverte

Dans cette évolution du parti que nous appelons de nos vœux, l'essentiel de ce qui fait notre force sera conservé et valorisé : sa structure territoriale, centrée autour des militant·e-s et des sections.

Notre parti est plus faible aujourd'hui qu'en 2017, mais **notre organisation n'a pas véritablement évolué, elle doit désormais s'adapter**. Il nous faut travailler à une meilleure organisation régionale. Beaucoup de fédérations manquent de moyens, elles sont désormais nombreuses à fonctionner grâce à l'énergie militante mais sans permanent·e-s. Développer, sur la base du volontariat, les coopérations et mutualisations à l'échelon régional ou interdépartemental doit permettre de soulager les équipes fédérales et leur permettre de se concentrer sur l'animation politique. Mettre en réseau le siège national, des centres de ressources mutualisées dans les régions et les fédérations, permettra d'être plus efficace. Comptant moins d'élus·e-s et de militant·e-s, le parti doit aussi sécuriser ses ressources qui ont beaucoup baissé, ce qui implique la généralisation de la mensualisation des cotisations et du prélèvement automatique.

Nous devons redevenir un parti qui sait accueillir et transmettre. Trop de nouveaux adhérents franchissent nos portes pour aussitôt les refermer. Près d'un nouvel adhérent sur deux ne renouvelle pas sa cotisation : cela n'est plus possible. Il importe que chacun se voie désigné une marraine ou un parrain, qui serait — sur la base du volontariat — un passeur de mémoire mais aussi de camaraderie. **Nous devons aussi soutenir le renouveau de l'action militante des jeunes socialistes.**

Conforter notre démocratie, élaborer collectivement notre projet, refonder le mouvement socialiste

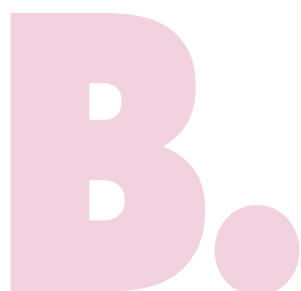
Le lancement de notre agenda d'affirmation et de l'élaboration du nouveau projet socialiste doit être l'occasion de donner la parole aux militant·e·s et de mobiliser toutes les compétences des socialistes. Conventions, colloques, tribunes... : la forme pourra varier et s'adapter aux contraintes liées à la Covid-19 et au calendrier électoral, mais le parti tout entier devra être impliqué pour préparer et réussir ces temps forts.

Nous mettrons en place un Parlement des secrétaires de section et un Parlement des premiers secrétaires fédéraux qui superviseront toutes les réformes de notre organisation et seront au cœur de l'élaboration du nouveau projet socialiste.

Sur le chemin qui mène de la renaissance à l'alternance, nous avons besoin de renforcer le Parti socialiste. Si nous voulons être au cœur du rassemblement de la gauche et de l'écologie, si nous voulons être la force motrice de la préparation de l'alternance, **nous devons nous ouvrir sur l'extérieur pour rassembler la famille socialiste.**

Jamais il n'y a eu autant de socialistes en-dehors du Parti socialiste. Des dizaines de milliers d'adhérents nous ont quittés en silence parce qu'ils n'ont plus trouvé de sens à poursuivre leur engagement parmi nous. Beaucoup de gens ont de nouveau envie de nous rejoindre. À Blois, beaucoup de jeunes étaient présent·e·s car ils voyaient en nous le parti du rassemblement, mais par nos mots et par nos codes, souvent, nous les effrayons. Nous avons besoin de nous transformer, de réinventer notre parti dont l'architecture a plus de 50 ans, **nous avons besoin dès la rentrée 2021 d'une nouvelle maison commune, 50 ans après Épinay, nous avons besoin d'un nouvel Épinay.**

Pour plus d'informations et signer notre texte d'orientation, rendez-vous sur <https://renaissance-alternance.fr> / contact@renaissance-alternance.fr



Premiers signataires.



FAURE Olivier, Premier secrétaire du Parti Socialiste, Député de Seine-et-Marne

ADJROUD Lounes (92), AGUIRRE Annick (33), AISSANI Farid (93), ALARCON Anthony (30), ALLEMAND Marie-José (5), ANCRENAZ Damien (73), ANDRIEU Éric (11), APPERE Nathalie (35), ARNAUD Samuel (26), ARRIVE Benoit (50), ASSOULINE David (75), AURORA Michael (32), AVIRAGNET Joël (31), AZZAZ Nadège (92), BAREIGTS Ericka (974), BARJOU Dominique (94), BARON Laurent (93), BATTISTEL Marie-Noëlle (38), BAUMEL Laurent (37), BÉASTE Frédéric (49), BEAUMONT Frédéric (975), BEAUSERT-LEICK Valérie (54), BÉGON-MARGERIDON Laurent (63), BELLAY Béatrice (972), BEN LAHOUCINE Tony (36), BERGOUNIOUX Alain (78), BERTU Mahaut (44), BIANCHI Olivier (63), BIEMOURET Gisèle (32), BIENCOURT Olivier (72), BIGOT Joël (49), BISSON Michel (77), BLANCHON David (10), BLATRIX Florence (1), BOGROS Mathieu (3), BOISTARD Pascale (80), BONREPAUX Jean-Christophe (9), BORD Arnaud (30), BORDERIE Sophie (47), BOREL-LINCERTIN Josette (971), BOUAMRANE Karim (93), BOUILLON Christophe (76), BOURGASSER Mathieu (59), BOUSQUET David (38), BOUSQUET-PITT Pascale (33), BOUTIFLAT Dylan (75), BOYER Anne (31), BROCARD Juliette (64), BROUSSY Luc (95), BRUDEY Hilaire (971), BRUNEL Jean (11), BUI Gwenegan (29), BULTEAU Sylviane (85), CAMARA-TOMBINI Sylvia (49), CAMBEFORT Mani (89), CANETTE Carole (45), CAPRON Rachel (49), CARDON Rémi (80), CARREIRAS Joël (31), CARVOUNAS Luc (94), CAURET Loïc (22), CAVAILLES Christophe (65), CAVALERIE Bertrand (12), CAZAL Éléonore (69), CERF Alec (67), CÉRINO Jean-Benoît (73), CESA Johann (42), CHAPDELAINÉ Marie-Anne (35), CHAPUIS Baptiste (45), CHARRET-GODARD Océane (21), CHAVANON Marie (94), CHESNAIS Jacques (78), CHEVANDIER Thomas (75), CIABRINI Jean-Marc (2A), CLERGEAU Christophe (44), COLAS Romain (91), COLSON Marie (91), CONWAY MOURET Hélène (FFE), CORDEBARD Alexandra (75), CORDIER Stéphane (28), CORTES Antoine (13), COSTO Tony (66), COULIBALY Kadiatou (75), CREPIN Guillaume (18), CROMBECQUE Yann (69), DAGUERRE Éric (31), DAHAN Isabelle (92), DANIEL Karine (44), DE COMARMOND Fabrice (31), DE GENTILI Emmanuelle (2B), DE LA GONTRIE Marie-Pierre (75), DEBAT Jean-François (1), DE COMARMOND Hélène (94), DELAMARE Thibault (3), DELAPORTE Arthur (14), DELMESTRE Alain (75), DENAJA Sébastien (34), DENAT Jean (30), DENOUVION Victor (31), DES GAYETS Maxime (75), DETERVILLE Gilles (14), DEVINAZ Gilbert-Luc (69), DIOP Dieynaba (78), DREURE Cécile (85), DUCHAUSSOY Vincent (76), DUFAY Marie-Guite (25), DUMONT Laurence (14), DUPORGE Laurent (62), DURAIN Jérôme (71), EBLE Vincent (77), EL AARAJE Lamia (75), EL YASSA Myriam (25), FAILLE Vincent (77), FÉRAUD Rémi (75), FITA Claire (81), FOUILLÈRE Christophe (35), FOVEAU Tristan (29), FRANCOIS Orlane (75), GACI Samia (62), GAGNAIRE Franck (37), GAILLARD Brice (92), GANGLOFF Camille (67), GARCIA Xavier (6), GARNIER Caroline (53), GAROT Guillaume (53), GAZEL Emmanuelle (12), GÉRARDIN Annie (51), GERMAIN Jean-Marc (75), GHEZALI Abdel (25), GILLET Violaine (71), GLEYZE Jean-Luc (33), GLOANEC MAURIN Karine (41), GOLDBERG Daniel (93), GONDARD Cécilia (FFE), GRANDJEAN Nathalie (11), GRÉGOIRE Emmanuel (75), GRENIER Vincent (44), GRICOURT Marcel (41), GUCKERT Olivier (55), GUEDJ Jérôme (91), GUILLAUME Sylvie (69), HABIB David (64), HANOTIN Mathieu (93), HAZOUARD Mathieu (33), HENNEQUIN Thomas (2), HENQUINET Céline (75), HERVIEU Céline (75), HOME Antoine (68), IBARRA Stéphane (85), IBIEM Linda (67), JACQUIN Olivier (54), JANIAUD-VERGNAUD Amandine (77), JOS Gaëligue (46), JOURDAN Chantal (61), JOUVE Virginie (33), JOUVÉ Fabien (31), JOUVET Pierre (26), JUSTINIEN Rémi (17), KERN Bertrand (93), KERROUCHE Éric (40), KIENZLEN Jonathan (94), KLEIN Mathieu (54), LAAL Samira (62), LAFAILLE Marie-France (973), LAFAYE Laurent (87), LAFFORE Sandrine (47), LAIGNEL André (36), LAMY François (59), LANZI

Nathalie (79), LAPLACE MERMOUD Dylan (75), LAVITOLA Emeric (24), LE MEUR Stéphanie (77), LE MOAL Anne (75), LE MOËL RAFLIK Annaïg (56), LEVEILLE Frédéric (61), LE VERN Marie (14), LEJEUNE Etienne (23), LEROUGE Damien (08), LESEUL Gérard (76), LIME-BIFFE Catherine (92), LINARES Loïc (34), LUBIN Monique (40), MAILLOLS Aurélie (48), MALMBERG Nathalie (51), MANCEL Marc (75), MARCINIAK Brigitte (16), MARIE Didier (76), MASSON Bertrand (54), MATHIEU Sylvain (58), MATTEUCCI Fabrice (69), MAURIN Baptiste (33), MAYER-ROSSIGNOL Nicolas (76), MEBAREK Nora (13), MENHAOUARA Nessrine (95), MERIC Georges (31), MEUNIER Michèle (44), MONDON Anne-Laure (92), MONOT Mathieu (93), NAILLET Philippe (974), NARASSIGUIN Corinne (93), NARBONNE Jérôme (84), NÉDÉLEC Yohann (29), NERI Alain (63), OHANESSIAN Yannick (13), ORAIN Frédéric (41), OUIZILLE Alexandre (60), OUMER Nawel (75), PAILLA Philippe (8), PALLEZ Laure (FFE), PAUGAM Martin (35), PAYAN Benoît (13), PELISSOLO Antoine (94), PIC Anna (50), PICARD Charlotte (57), PIERRE-NADAL Jérémy (24), PINTO Jérémy (71), PIRES BEAUNE Christine (63), PONCE GASSIER Nathalie (4), POTIER Dominique (54), POUMIROL Emilienne (31), PREVILLY Angèle (46), PROUST Sarah (75), QUÉNARD Éric (51), RABÈS Claire (93), RAFOWICZ Emma (75), RAIMBOURG Dominique (44), RANGON Luc (93), RAVARD Antoine (22), RAYNAL Claude (31), RECOULES Vincent (81), REY Franck (15), ROBERT Sylvie (35), ROCCA Isabelle (75), ROLLAND Johanna (44), ROLLER Thomas (83), ROSSIGNOL Laurence (60), ROUAUX Claudia (35), ROUCH Helene (31), ROUEDE Laurence (33), ROULY Nicolas (76), ROY Isabelle (75), SAMOUR Nicole (52), SANTIAGO Isabelle (94), SARGIACOMO Éric (40), SAULIGNAC Hervé (7), SAUVAGE Maxime (75), SIRY-HOUARI Gabrielle (75), SLAMA Éléonore (75), SOLIMAN Sandrine (81), SUAUD Thierry (31), TAILLEFAIT Anthony (49), THIS-SAINT-JEAN Isabelle (78), THOMASSIN Sylvine (93), TRIGANCE Yannick (93), TRIJOLET Thierry (33), TROUSSEL Stéphane (93), TRUONG Elodie (79), UGHETTO Laurent (07), ULMANN Mathias (FFE), UNTERMAIER Cécile (71), UZENAT Simon (56), VADILLO Floran (24), VALENTI PAOLA (4), VALLAUD Boris (40), VALLAUD-BELKACEM Najat (69), VALLOIS-ROUET Laurence (86), VAN STYVENDAEL Cédric (69), VAUGLIN François (75), VEYRI Timour (27), VICTORY Michèle (7), VIELHESCAZE Camille (94), VILLEMMAIN Jean-Claude (60), VINCINI Sébastien (31), VIOLA André (11), VOLPATO Mireille (24), WEBER Michaël (57), WEIL Ariel (75), WESTPHAL Etienne (67), YADANI Fatima (75), YILDIRIM Gulsen (87), ZIADY Karim (75), ...

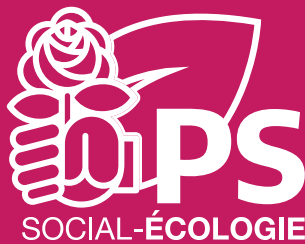
Retrouvez plus de 1000 signataires et signez sur : renaissance-alternance.fr

B.

79^e

congrès du Parti socialiste

Congrès de **Villeurbanne**



B.